

Compte- rendu de la réunion du 29 septembre 2010 « Pour une coordination européenne de lutte contre la dette et les plans d'austérité ! »

lundi 18 octobre 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 29 septembre 2010).

Sommaire

- [Compte- rendu de la réunion du](#)
- [Proposition consensuelle \(...\)](#)

Compte- rendu de la réunion du 29 septembre 2010 « Pour une coordination européenne de lutte contre la dette et les plans d'austérité ! ».

(Lire l'Appel à la réunion [Pour une coordination européenne de lutte contre la dette et les plans d'austérité](#))

Destinataires : tous les mouvements sociaux et tous les partis politiques qui, en Europe, sont convaincus qu'il faut développer une riposte populaire face à l'offensive que le Capital lance à la faveur de l'explosion de la dette publique.

Organisations et réseaux présents : 63 présents, voir liste en voir annexe jointe.

Introduction : Eric Toussaint, CADTM International

E. Toussaint a développé les termes de la lettre d'invitation du réseau Europe du CADTM en soulignant la nécessité de constituer une réponse transfrontalière européenne pour contrer l'offensive généralisée menée contre les populations de la part du capital. Fort de son expérience dans les pays du Sud et notamment en Amérique Latine, le CADTM propose l'expertise qu'il a entreprise dans l'ensemble des pays du Nord et en Europe.

L'augmentation de la dette publique en Europe sert de prétexte à un approfondissement des politiques néolibérales destinées à faire payer la crise aux couches populaires au travers des plans d'austérité ainsi qu'à porter atteinte à une série de conquêtes sociales.

Si cette offensive s'effectue de façon différenciée selon les pays, sa matrice est identique et la stratégie est globale.

Il souligne que malgré l'envoi de l'invitation à un grand nombre d'organisations, un nombre significatif d'organisations importantes sont absentes de cette réunion et que 8 « pays » sur 27 pays membres de l'Union européenne sont présents (voir plus loin liste des présents). Si certaines sont excusées, d'autres n'ont pas répondu à ce jour.

Le CADTM, en proposant cette rencontre à tous les mouvements sociaux et tous les partis politiques qui, en Europe, sont convaincus qu'il faut développer une riposte populaire face à l'offensive que le

Capital lance à la faveur de l'explosion de la dette publique, a souhaité que s'ouvre un débat entre les organisations présentes pour construire une réponse coordonnée contre la dette et les plans d'austérité. Il précise qu'il ne s'agit pas de se substituer à d'autres structures de rencontre et de coordination et appelle à faire réussir la réunion sur l'avenir du Forum social européen qui aura lieu à Paris les 23 et 24 octobre 2010.

CR du débat général

Nom, organisation, pays	Résumé de l'intervention
Annick Coupé , Sud Solidaires, France	<p>D'accord avec le processus proposé, mais Il faut éviter de rajouter une structure supplémentaire. D'accord également pour intégrer les expériences des pays d'Amérique Latine en tenant compte de leurs spécificités. Pour le forum social européen, intégrer les organisations politiques en tant que telles peut poser des difficultés. Cette question se résout déjà en invitant les journaux des partis ou leur fondation. La faiblesse du mouvement social a d'autres sources que la non inclusion des partis dans le FSE.</p>
Marc Gilson , ATTAC Bruxelles, Belgique	<p>Les ajustements structurels européens ont des similitudes avec ceux des pays du Sud. On assiste à la mise en place d'un gouvernement de fait des créanciers. Il faut :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.Nationaliser à hauteur de 50% les institutions financières ; 2.Faire payer aux banques une cotisation pour constituer un fonds ; 3.Instituer une nouvelle régulation ; 4.Développer des financements alternatifs <p>Angela Klein, marches européennes pour l'emploi Allemagne. En Allemagne, les municipalités rencontrent du point de vue du financement et de leurs dettes des problèmes très importants. Tous les pays européens sont confrontés aujourd'hui à de gros problèmes de dette publique avec des particularités.</p>
Raf Verbeke , CAP Belgique	<p>La Belgique tire profit du prêt à la Grèce. La Belgique est le seul pays qui n'a pas pris la décision définitive concernant sa participation au prêt à la Grèce. Cela sera décidé le 12 octobre, il est encore temps de faire quelque chose.</p>
Verveine Dangeli , ATTAC France	<p>Attac s'intéresse et veut participer à toutes les initiatives de résistance sur le plan européen. Tout ne passe pas par des directives de la Commission Européenne. Il n'est donc pas évident de préparer ou de réaliser une résistance commune. Sur la dette, ne pas éluder les politiques européennes en matière de dette. Annuler la dette ne répond au problème de la répartition des richesses. La participation des partis politiques ne modifiera pas le rapport de forces.</p>
Yvan Lemaitre , NPA, France	<p>Le collectif français sur les retraites qui rassemble les mouvements sociaux et partis politiques est un exemple positif. La dette est une question nouvelle, même si elle joue un rôle depuis longtemps en matière de transfert de richesses. Le remboursement des dettes met à nu le rôle de l'Etat. Il faut renforcer les convergences entre mouvements sociaux et partis politiques même si on ne peut pas mettre en place une véritable coordination.</p>

<p>Jacques Nikonoff, M'PEP France</p>	<p>Lien entre dette et question sociale. La dette est un prétexte pour les classes dirigeantes pour renforcer les plans d'austérité. Ne pas négliger aussi la dette privée. Lien entre dette et politique monétaire. Contre réforme fiscale + plans de sauvetage des banques+ politiques monétaires = dette publique. Difficulté à lutter ensemble en Europe pour un défaut de paiement généralisé. Mais certains pays devraient se déclarer en défaut de paiement. La question de la sortie de l'euro est posée en Grèce.</p>
<p>Nicolas Bénies, Gauche Unitaire, France</p>	<p>L'endettement public dans le cadre des politiques keynésiennes de 1944 à 1974 est allé de pair avec le développement et la croissance. Le problème de la crise actuelle de la dette a des caractéristiques spécifiques. Le capital est à l'offensive sans rencontrer de véritables résistances. Il n'y a pas en Europe de crise de la dette mais une crise de l'euro. Il faut nationaliser le secteur bancaire, répartir autrement les richesses. « Il faut nationaliser pour créer un pôle financier public fonctionnant comme un service public pour gérer l'endettement public et privé. »</p>
<p>Chantal Delmas, Espace Marx, réseau Transform</p>	<p>Faut-il une coordination européenne contre la dette et les plans d'austérité ? Il faut connecter cela aux luttes réelles. Il y a aujourd'hui urgence pour créer une telle coordination. Il faut associer mouvements sociaux et partis politiques dans une formule souple.</p>
<p>Josu Egireun, Pays basque</p>	<p>Mouvements sociaux et partis politiques au FSE est déjà une situation de fait. Faire le lien entre dette et attaques contre les retraites et les services publics. Le FSE n'a pas été en mesure de construire une véritable solidarité avec les luttes du peuple grec. Les initiatives ne doivent pas être parachutées d'en haut. Le FSE à Istanbul était catastrophique par ses absences de réponse.</p>
<p>Georges Mitralias, Comité contre la dette, Grèce</p>	<p>Les différences de rythme et de structure des dettes entre pays expliquent les fragmentations actuelles. Il y a urgence à agir. Je propose d'adopter le principe d'une conférence européenne contre « leurs dettes » et de constituer un comité de préparation</p>
<p>Oygun Sundsbø Brynildsen, Eurodad</p>	<p>(représente 58 organisations européennes qui agissent sur le thème de la dette et œuvrent pour un processus d'arbitrage international). Les audits latinos américains mentionnés par Eric Toussaint sont un atout important pour combattre les problématiques de la dette européenne. Nous sommes inscrits dans des initiatives communes avec le CADTM et Jubilee South pour un politique de prêts responsables. Du 7 octobre au 15 octobre = Semaine d'action globale contre les la dette et les IFI's</p>
<p>Daniel Tanuro, LCR Belgique</p>	<p>La Belgique et l'Italie sont sous plans d'ajustements structurels depuis 25 ans. Ce phénomène se généralise. Il faut clarifier entre 3 propositions de coordination : sur la dette, sur les plans d'austérité ou sur une alternative anticapitaliste. Certains points de la plateforme ne concernent pas la dette mais l'emploi, les revenus. Elire une assemblée constituante européenne est une revendication politique. Pourquoi celle-là et pas d'autres, au niveau national, qui reste déterminant ? La LCR ne collaborera pas à une coordination contre l'austérité avec le PS qui applique l'austérité depuis 20 ans</p>

<p>Christophe Ventura, Parti de Gauche et Mémoire des luttes, France</p>	<p>D'accord globalement avec le processus proposé en soulignant la nécessité de veiller à ce que cette initiative reste ancrée dans le réel et participe de la convergence des luttes en cours. La conférence européenne sur la dette et les plans d'austérité doit souligner les mécanismes de transfert des richesses et dénoncer le rôle de la dette comme prétexte aux plans d'austérité.</p>
<p>Eric Toussaint</p>	<p>Précise que les 8 propositions du CADTM contenues dans un tract diffusé massivement en 7 langues lors de la manifestation du 29 septembre et à d'autres moments ne constituent pas un projet de plate-forme commune. Il s'agit purement et simplement des propositions du CADTM. On comprend parfaitement que certaines organisations ne se reconnaissent pas dans les propositions du CADTM, ce n'est pas un problème.</p>
<p>Vladimir Nieddu, Sud santé services sociaux, fédération du Nord/Pas De Calais, France</p>	<p>Se félicite de la tenue de cette réunion et souhaite la mise en place rapide de convergences d'action. Le FSE est un cadre utile mais sans doute insuffisant et tardif. Il faut à la proposition de conférence européenne lui adjoindre des initiatives locales. Une conférence internationale sur dette et santé est prévue à Lille. Si le mouvement ouvrier n'est pas au niveau souhaité, il est loin d'être défait pour autant</p>
<p>Stockton David, Ligue pour une 5^e Internationale, Grande- Bretagne</p>	<p>Malgré le plan d'austérité britannique, il y a peu de grèves. La grève à British Airways a été un échec et une centaine de délégués de base ont été licenciés. Le 3 octobre il y aura une initiative nationale contre le congrès du parti conservateur à Birmingham. Le 20 octobre, aura lieu une manifestation des fonctionnaires. Nous manquons d'internationalisme. Il faut des grèves reconductibles au-delà de limites fixées par le FSE et convoquer une réunion des mouvements sociaux et des partis.</p>
<p>Pascal Franchet, CADTM France</p>	<p>Il faut un cadre d'échange, d'analyse et d'action sur la dette à l'échelle européenne. L'Europe de l'Est est un laboratoire des plans d'austérité pour le reste de l'Europe. Les 23 et 24 octobre, la réunion de Paris sera l'occasion de préparer cette conférence européenne sur la dette et les plans d'austérité.</p>
<p>Merlin Ap Ceridweu, ESF - News Agency, délégué de Wales, Grande Bretagne</p>	<p>Proteste contre la décision des syndicats de se limiter à une conférence en mars 2011 contre le sommet européen au lieu de convoquer un contre sommet de masse. La question des créanciers de la dette est centrale</p>
<p>Nicolas Dessaux, Initiative Communiste Ouvrière, France</p>	<p>La dette, question centrale, peut avoir un rôle unificateur. D'accord avec la proposition du camarade grec.</p>
<p>Rémy Jean, FASE, France</p>	<p>Dette = question centrale qui doit s'inclure dans un programme plus complet de rupture. La conférence européenne contre la dette et les plans d'austérité n'entre pas en concurrence avec le FSE ni avec les constructions d'alternatives globales.</p>
<p>Jérôme Duval, CADTM Spain</p>	<p>Il y a urgence à agir. Je suis d'accord avec Gorges Mitralias pour une conférence européenne contre la dette et les plans d'austérité.</p>

Jean Baptiste Godinot , objecteur de croissance	En soutien aux camarades grecs, il faut construire des convergences. A la dette financière s'ajoute la dette écologique. Il faut sortir du productivisme.
Peter Damo , Forum Social Roumain	Souligne la cruauté du plan en vigueur en Roumanie et l'urgence d'une réaction unifiée. Son pays sert de laboratoire généralisable aux autres pays européens pour le FMI

Proposition consensuelle pour la réunion des mouvements sociaux et de la coordination du FSE des 23 et 24/10/2010 à Paris :

Il est proposé à la réunion des 23 et 24 octobre de la coordination du FSE d'inscrire dans son ordre du jour une réunion ouverte et préparatoire à la tenue d'une conférence européenne contre la dette et les plans d'austérité.

Pour le réseau CADTM-Europe,
Eric Toussaint et Myriam Bourgy, président et secrétaire générale du CADTM Belgique
Pascal Franchet, vice-président du CADTM France ;
Jérôme Duval, CADTM Espagne
Giorgos Mitralias, Comité contre la dette (Grèce)

Note : Ce compte rendu est adressé à toutes les organisations et réseaux invités à la réunion du 29 septembre 2010